



**SECTION**



**MOSELLE**

## **DÉCLARATION LIMINAIRE**

### **FORMATION SPÉCIALISÉE DU**

**22/03/2024**

Monsieur le Président,

Cette première Formation spécialisée de 2024 aurait pu être l'occasion de faire le bilan de la première année d'existence de cette nouvelle instance à la DDFIP57.

Elle aurait également pu être l'occasion de disséquer la note d'orientation, ce formidable outil de travail longuement discuté par nos Fédérations des Finances mais qui perd de ses intentions au niveau départemental.

FO aurait pu vous parler salaires des fonctionnaires qui ont perdu 30 % de leur pouvoir d'achat depuis l'année 2002. Ou des négociations indemnitaires qui se sont arrêtées du fait de l'administration. Ou alors des 700 € et 300 € que se sont alloués respectivement les sénateurs et les députés, pour tenir compte des conséquences du contexte inflationniste, en ne semblant ou en ne voulant pas prendre conscience de tous ceux pour qui cette même inflation est un cataclysme financier dans leur quotidien.

FO aurait tout aussi bien pu insister sur les conditions de travail à la DGFIP, sur les suppressions et les vacances d'emplois, comme notre syndicat le fait depuis tant d'années, inlassablement.

Et il y a tellement d'autres sujets qui fâchent, dans notre direction, dans notre Ministère et plus globalement encore pour l'ensemble des fonctionnaires....

Nous aurions pu évoquer aussi le chiffre de 126 000 agents avant la fusion, et 95 000 agents au 31/12/2022 selon le Rapport Social Unique. Et tout ça grâce aux gains de productivité liés au PAS, au NRP, aux process, aux super applications informatiques de la DGFIP...

A quel prix tout ça ? Il suffit de regarder les résultats de l'observatoire Interne. Observatoire Interne dont nous aurions aimé, comme FO DGFIP Moselle vous l'a déjà demandé, avoir les résultats pour la Moselle, et que nous attendons encore...

Monsieur le Président, nous tenons à nouveau à vous sensibiliser sur les tensions qui règnent dans les services et les conséquences sur la santé des agents.

A quoi bon nous parler dans l'ordre du jour de la note d'orientation ministérielles santé, sécurité et conditions de travail, quand les agents constatent des difficultés grandissantes dans l'exercice de leurs missions jour après jour.

En réalité, au quotidien, les risques psycho-sociaux ne font qu'augmenter.

De même les nombreux réaménagements de services sont de grandes sources de stress pour les agents du département, (altération des conditions de travail, d'un point de vue financier - parking, restauration collective, et d'un point de vue familial - éloignement du domicile-) ainsi que les futurs déménagements ( dans le bâtiment Clercs notamment ) qui vont, eux aussi, altérer les conditions de travail des agents .

Par conséquent le moral des agents est en baisse, ils ont perdu le sens au travail, et ne voient pas de réelles perspectives de carrière et d'évolutions sur leur fiche de paie.

Oui Monsieur le Président, en échange de leur investissement, les agents ne voient rien venir !

La meilleure des preuves : la volumétrie des agents éligibles à la GIPA (garantie individuelle de pouvoir d'achat). Entre 2021 et 2022 le nombre progresse de 4 328 agents en 2021 à 16 991 en 2022 !

Pour mémoire, la GIPA compense la différence d'évolution de l'inflation et du traitement indiciaire sur une période de 4 ans.

Dès lors les agents attendent des revalorisations salariales et indemnitaires significatives à la hauteur de leurs engagements.

Pour autant, les agents continuent de faire face aux difficultés avec responsabilité et d'exercer leur métier avec beaucoup de conscience professionnelle.

Monsieur le Président, pour FO DGFIP, les agents souhaitent rendre un service public de qualité aux usagers ; pour cela ils ont besoin d'être soutenus, « pas seulement en paroles », mais surtout en termes d'effectifs, de moyens matériels et informatiques et en termes de rémunération.

Au niveau local, autant dire que le sentiment de dégradation du dialogue social ne fait qu'augmenter.

Lors du dernier CSAL, nous sommes intervenus avec nos collègues du SIP de Metz sur ce qui a été la goutte d'eau qui a fait déborder un vase déjà bien plein.

Vous aviez, sans concertation, décidé de revenir sur les horaires d'ouverture du SIP, ce qui a déclenché l'incompréhension et la colère des agents. Cette décision a démontré votre méconnaissance du terrain, et votre aveuglement de poursuivre coûte que coûte votre feuille de route.

Lors de l'intervention au CSAL, nous vous avons demandé la tenue d'une réunion avec les agents du SIP, les responsables, la direction ET les organisations syndicales. Vous avez organisé cette réunion pour votre compte, et sans la présence des organisations syndicales. Nous en avons pris acte.

Pour FO, c'est un signe de mépris à notre encontre. Cela montre votre mépris pour le dialogue social. Cela montre votre mépris pour les agents qui attendaient mieux de leur direction.

Nous aurions pu nous inviter à cette réunion, comme nous l'avons déjà fait dans d'autres circonstances et pour des sujets plus généraux.

Ce n'est pas notre façon de faire, ni de voir les choses.

Il n'empêche, Monsieur le Président, nous ne nous taisons pas pour autant : ce que vous avez promis pendant cette réunion, et notamment sur les effectifs (la base même du problème) ne tient pas la route, et tout le monde le sait ! Et probablement vous le premier.

Avec les moyens que vous donnez à ce service, étendre les horaires pendant la campagne est une hérésie, surtout quand on connaît les conséquences sur les conditions de travail des agents !

Si vous n'avez pas les moyens de changer votre 2CV en Ferrari, ne le faites pas ! N'oubliez pas qu'on va plus loin avec une 2CV qui roule qu'avec une Ferrari en panne.

Vos décisions ne servent que vos intérêts : pas de file d'attente dans la rue, pas de e-contact en retard, pas de téléphone sans décroché, pas de retard dans les saisies de déclarations...

Et pour l'agent, que reste-t-il : pas de pont du 10 mai, suppression du télétravail pendant au moins la durée de la campagne, réduction des congés, réduction de la pause méridienne, contraintes horaires, bref, rien que du négatif !

Mais vos indicateurs, et donc peut-être vos primes, seront eux bien positifs.

Pour FO DGFIP Moselle, la priorité va aux agents, et à leur santé : nous n'accepterons pas que les agents se rendent malades pour que votre réputation, et celle du SIP soit sauvée !

Nous dénoncerons, de façon appuyée, comme nous l'avons toujours fait, tout manquement aux droits de TOUS les agents, toute atteinte à leurs dégradations des conditions de travail, même si la structure doit en être fragilisée.

L'agent, quel que soit son grade, doit être respecté, au même titre qu'il doit le respect.

FO DGFIP sera plus que jamais très attentif à cela.

La nomination d'une femme à la tête de la DGFIP aurait potentiellement de quoi nous réjouir : c'est une première, non seulement dans la courte histoire de la DGFIP, mais aussi dans l'histoire de la DGI et celle de la DGCP.

De là à penser que tout ira bien pour les agents à partir de dorénavant, nous ne sauterons pas le pas. Nous attendons des actes !

Dans cette Formation Spécialisée, vous nous demandez également de voter les Procès-Verbaux, censés retracer nos débats.

Depuis l'année dernière, leur teneur a changé : vous ne citez plus les OS dans le PV. Nous nous opposons fermement à cette nouvelle rédaction, soit disant induite par le nouveau règlement Intérieur (contre lequel, nous la rappelons, FO DGFIP a voté).

Nous ne doutons pas que la direction parle d'une seule voix, et n'a pas besoin d'être nominative. Pour ce qui concerne les Organisations Syndicales, bien que nous nous respections mutuellement, nous ne parlons pas toujours d'une seule voix, chacun ayant des sujets qu'il portera de façon plus ou moins forte.

D'ores et déjà, nous vous annonçons que nous voterons CONTRE tous les PV qui ne seront pas rédigés de façon nominative pour ce qui concerne les Organisations Syndicales.

Enfin, Monsieur le Président, nous ne finirons pas cette déclaration liminaire sans vous rappeler la grève de ce mardi 19 mars.

Le taux de grève national Fonction Publique s'élevait à 6,4 %, alors que cela va mal un peu partout... à l'hôpital, dans la police, à l'Éducation nationale, etc. Mais à la DDFIP Moselle, où l'on voudrait nous faire croire que tout va bien, ce même taux s'élevait à 12,2 %, soit près du double du taux national Fonction Publique. Cela devrait vous interpellé, Monsieur le Président, sur le mal-être que rencontrent vos agents au quotidien. Cela devrait...